

DGAMI - Réalisation parkings 1, 2, 3,6, 7 et d'un bassin tampon 35170 BRUZ



MAITRISE D'OUVRAGE

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest
Quartier Margueritte, rue du Garigliano,
BP 14
35998 RENNES Cedex 09

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SIMPLIFIÉ *de SECURITÉ et de PROTECTION de la SANTÉ (PGCSPS Simplifié)*

N° d'affaire	Indice	Date	Coordonnateur
C250737	A	10/09/2025	Nicolas POTIER
<i>Gestion des indices</i>			
Indice	Date	Motif	Par
B	10/09/2025	Modifications suite remarques MOA	Gilles MIGAULT

Table des Matières

PRÉAMBULE	4
1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS	4
1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.	4
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER	5
2.1. PRÉSENTATION DU PROJET	5
2.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération	5
2.1.2. Description sommaire des travaux.....	5
2.1.3. Plans et Documents de référence	6
2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux.....	6
2.1.5. Durée prévisionnelle des travaux.....	6
2.1.6. Liste des Lots – Entreprises	6
2.1.7. Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants :	6
2.1.8. Effectif prévisionnel global.....	6
2.1.9. Détermination du niveau du chantier	6
2.1.10. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs	8
2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES	9
2.2.1. Organismes de prévention	9
2.2.2. Organisme de secours	9
2.2.3. Organismes administratifs	9
2.2.4. Services concessionnaires	10
3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS	11
3.1. INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER	11
3.1.1. Autorisations administratives / préparation de chantier	11
3.1.2. Base de Vie.....	11
3.1.3. Voies de circulation.....	12
3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)	12
3.3. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	12
3.3.1. Généralités.....	12
3.3.2. Ouvrages et Réseaux enterrés et aériens (DICT)	13
3.3.3. Engins explosifs	13
3.3.4. Pollution des sols	14
3.3.5. Protection de l'environnement	14
3.4. MODALITÉS D'ACCÈS AU CHANTIER	14
3.4.1. Panneau de chantier	14
3.4.2. Visites d'inspection commune	14
3.4.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Santé (PPSPS).....	15
3.4.4. Responsabilité des entrepreneurs.....	15
3.4.5. Entreprises sous-traitantes	16
3.4.6. Registres obligatoires sur le chantier	16
4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ	17
4.1. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFÉRENTS MATERIAUX ET MATÉRIELS	17
4.1.1. Manutentions manuelles	17
4.1.2. Engins de chantier	17
4.1.3. Gestion du trafic	17

4.2. DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	17
4.3. PROTECTIONS COLLECTIVES	18
4.3.1. Généralités	18
4.3.2. Protection collective lors de travaux de VRD	18
4.4. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE	21
4.4.1. Mesures spécifiques	21
4.4.2. Zone de stockage	22
4.4.3. Coactivité des tâches	22
4.4.4. Risque amiante	22
4.5. INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES	23
4.5.1. Généralités	23
4.5.2. Registre de vérification et maintenance	23
5. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	24
5.1. GENERALITES	24
5.2. INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE	24
5.3. RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX	24
6. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER	25
6.1. MESURES GÉNÉRALES	25
6.2. CANTONNEMENT	25
6.3. CONTROLE D'ACCES	25
7. PROCEDURES D'ORGANISATION DES SECOURS	26
7.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS	26
7.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS	26
7.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE	26
7.4. CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN BLESSE	26
7.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES	26
7.6. MESURES PREVUES POUR L'EVACUATION RAPIDE D'UN BLESSE	26
7.7. AFFICHAGE OBLIGATOIRE REGLEMENTAIRE	27
8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES	29
8.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)	29
8.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS	30
8.3. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES (DIUO)	30

PRÉAMBULE

Cette opération sera réalisée en prenant en compte la réglementation sur l'Hygiène, la Santé et la Sécurité sur les chantiers de bâtiment, de génie civil et de Travaux Publics.

Le présent Plan Général de Coordination est établi en application de la Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993, du décret 94.1159 du 26 décembre 1994, et des décrets en découlant. Ces textes modifient les dispositions du code du travail applicables aux opérations dans le B.T.P.

La décomposition ci-dessous de la mission de Coordination Sécurité Santé (SPS) permettra à chacun des intervenants de mieux comprendre ces obligations concernant cette réglementation.

1.1. RÉGLEMENTATION ET TEXTES OFFICIELS

Textes officiels

Loi n° 93.1418 du 31/12/1993 (modificatif des dispositions du Code du Travail pour assurer la sécurité et protéger la santé des travailleurs du BTP).

Décret n° 94.1159 du 26/12/1994 (dispositions particulières relatives à la coordination de Sécurité Santé pour certaines opérations de Bâtiment et Génie Civil)

Décret n° 95-607 et 95-608 du 6/5/1995 (Travailleurs indépendants et leurs employeurs)

Décret n° 2003-68 du 26/01/2003 (modification de la Coordination SPS).

Arrêté du 25/02/03 (liste des travaux à risques particuliers).

Décret n° 95-543 du 4/5/1995 (CISSCT).

Décret n° 2003.68 du 24/1/2003 concernant les prescriptions relatives à la modification de la coordination de sécurité dans le B.T.P.

Arrêté du 25/02/2003 énonçant la liste des travaux à risques particuliers.

Circulaire n° 96.5 du 10 avril 1996 (rappel des caractéristiques de la transposition de la directive européenne 92/57 CEE).

(Liste non limitative...)

1.2. LISTE DES ABRÉVIATIONS UTILISÉES DANS LE P.G.C.

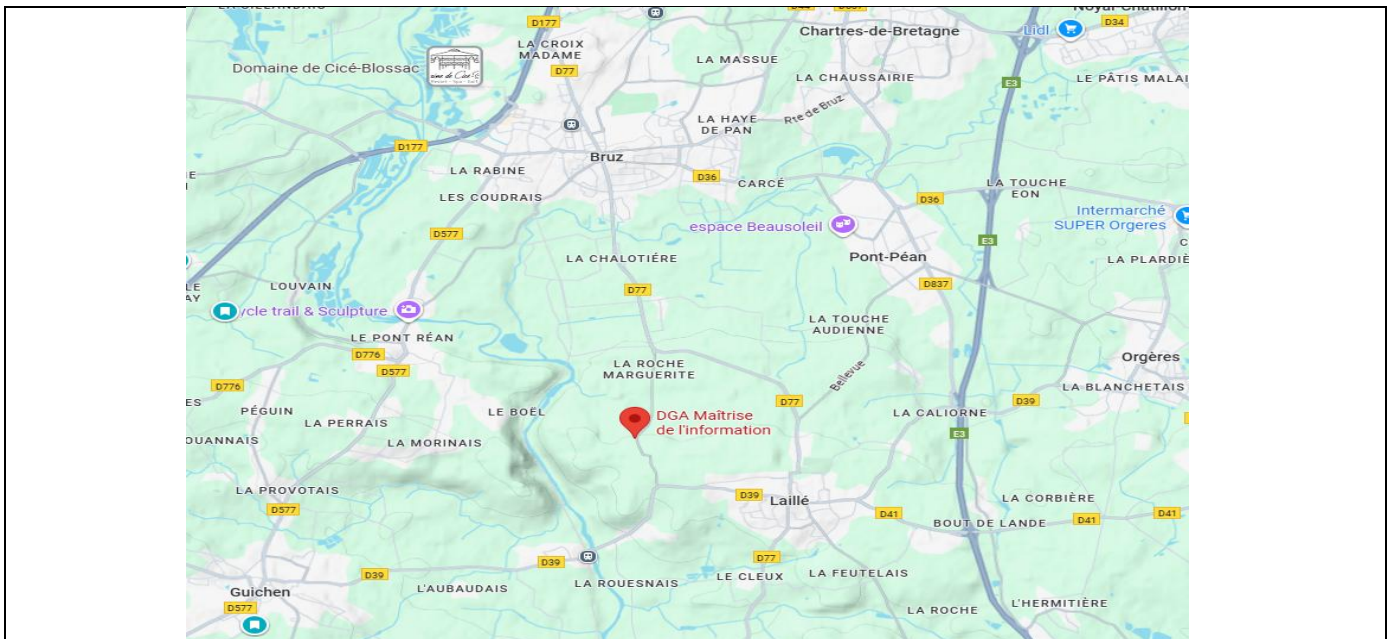
SPS	Sécurité et Protection de la Santé
RJ	Registre Journal de Coordination
PGC	Plan Général de Coordination
PPSPS	Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
DIUO	Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage
DREETS	Inspection du Travail
CARSAT	Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé du Travail
OPPBTP	Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics

2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF CONCERNANT LE CHANTIER

2.1. PRÉSENTATION DU PROJET

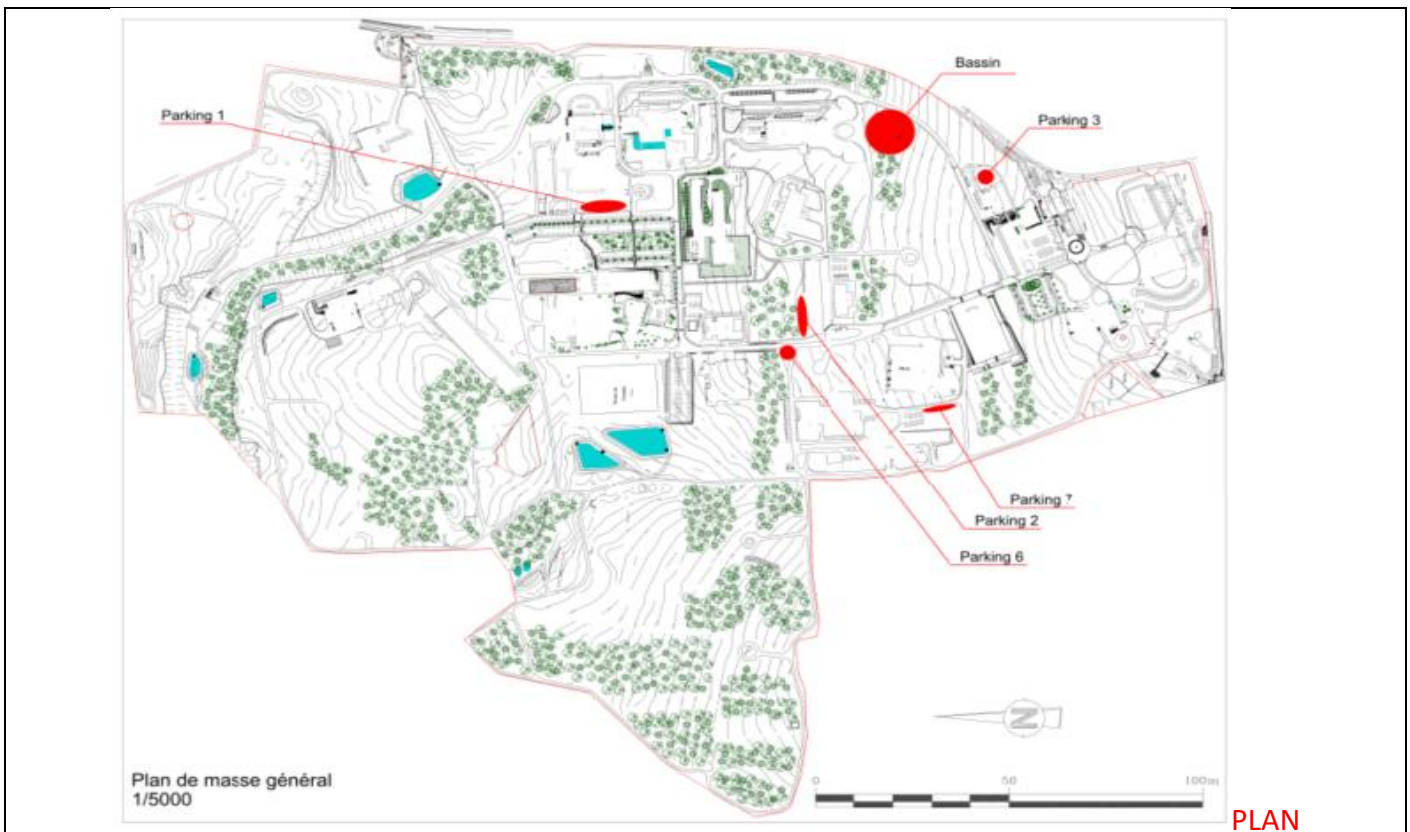
2.1.1. Adresse, Situation et accès de l'opération

SITE DE LA DGA MI 35170 BRUZ



2.1.2. Description sommaire des travaux

DGAMI - Réalisation parkings 1, 2, 3, 6, 7 et le bassin tampon.



2.1.3. Plans et Documents de référence

Pour pouvoir rédiger ce Plan Général de Coordination, le Coordonnateur SPS s'est servi des plans fournis par la DGA-MI

2.1.4. Environnement - Diagnostics réalisés avant travaux

OBJET	RAPPORT	CONCLUSIONS
AMIANTE	N° du Rapport	Absence d'information portée à connaissance du C SPS
HAP	N° du Rapport	Absence d'information portée à connaissance du C SPS.
D.T. (réseaux)	N°DT	Emprises privées (plan de recollement à fournir)
PLOMB	N° du Rapport	Pas concerné
RADON		Absence d'information portée à connaissance du C SPS.
ETUDE GEOTECHNIQUE DES SOLS	N° du Rapport (G2)	Absence d'information portée à connaissance du C SPS.
RAPPORT POLLUTION DES SOLS	N° du Rapport	Absence d'information portée à connaissance du C SPS.

2.1.5. Durée prévisionnelle des travaux

Délai : 5 moisTF +2 moisTO1 +2 moisTO2

2.1.6. Liste des Lots – Entreprises

Entreprise Générale

Entreprises

Non connues à ce jour ☒

Lots	Désignation	Entreprises
01	Terrassement VRD, Eclairage public, Espace vert	

2.1.7. Nombre prévisionnel d'entreprises et sous-traitants :

Estimation de 6 entreprises intervenantes sur le projet.

2.1.8. Effectif prévisionnel global

Effectif moyen prévisionnel : 5 personnes.

2.1.9. Détermination du niveau du chantier

Rappel :

Niveau 3 inférieur à 500 hommes / jours

Niveau 2 supérieur à 500 hommes /jours mais inférieur à 10 000

Niveau 1 supérieur à 10 000 hommes / Jours

Calcul du niveau sécurité du chantier :


Durée = 5 moisTF + 2 moisTO1 + 2 moisTO2 = 180 jours travaillés


Effectif moyen estimé = 5


Hommes jour estimé = 900= hommes / jours.

Au regard du volume Hommes -jours, le chantier est classé en **Niveau 2** au sens de l'article R.4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

2.1.10. Présentation du Maître d'Ouvrage et acteurs décisionnaires ou consultatifs




Maître d'Ouvrage		
 MINISTÈRE DES ARMÉES <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest Quartier Margueritte, rue du Garigliano, BP 14 35998 RENNES Cedex 09	Nicolas COLLET 02 23 35 29 32

Maître d'Oeuvre		
	POLE MAITRISE D'OEUVRE D'ANGERS 5 Rue des petites Musses BP 14114 49041 ANGERS Cedex 01	Amaury GIRARD 02 23 35 21 83 06 22 42 38 17








Coordonnateur SPS		
 <small>Coordination & Sécurité</small>	<p><u>Siège social</u> 12 avenue Jules Verne 44230 SAINT SEBASTIEN SUR LOIRE Tél. : 02 51 71 93 30</p> <p><u>Bureau de Rennes</u> ATAE Agence de Rennes 107 avenue Henri Fréville 35207 RENNES Cedex 2</p>	Coordonnateurs SPS – Conception / Réalisation Interlocuteur : Gilles MIGAULT ☎ 06 58 20 49 74 ✉ gmigault@atae.fr

2.2. COORDONNÉES DES ORGANISMES


2.2.1. Organismes de prévention

Organisme et Représentant	Adresse	N° Tél
Ministère des Armées / Contrôle général des armées Inspection générale du travail dans les armées 60, boulevard du général Martial VALIN 75015 PARIS - cedex	 Contrôle général des Armées	
	CARSAT - Contrôle de sécurité 236, rue de Chateaugiron 35030 RENNES Cedex 9	02 99 26 74 74
	OPPBTP 18, rue Bahon Rault 35000 RENNES	02 99 38 29 88





2.2.2. Organisme de secours

Organisme	Adresse	N° Tél
	SAMU	15
	2, rue Henri le Guilloux 35033 RENNES Cedex 9	☎ : 02 99 28 43 21
	Institut Locomoteur de l'Ouest (ILO) 7 boulevard de la Boutière 35760 Saint-Grégoire	☎ : 02 99 23 33 28
	2, rue Henri le Guilloux 35033 RENNES Cedex 9	☎ : 02 41 48 21 21
	POLICE / GENDARMERIE	17
	POMPIERS	18
	TOUTES URGENCES (Portable ou Fixe)	112

2.2.3. Organismes administratifs

Mairies	Adresse	Tel
	Mairie 10 Av. du Général de Gaulle Espace Gauguin 35170 Bruz mairie@ville-bruz.fr	☎ : 02 99 05 86 86

2.2.4. Services concessionnaires

Organisme et Représentants	Adresse	N° Tél
	Parc d'Activités de l'Aumallerie 1 rue Louis Lumière 35133 LA SELLE EN LUITRE	☎ : 02 99 99 22 51
	https://dommages-reseaux.orange.fr/dist-dommages/app/signaler	
	<i>Enedis 7j sur 7 et 24 h sur 24 au 09 726 750 XX (XX correspondant aux deux chiffres de votre département).</i>	☎ : 09 726 750 XX
	Urgence sécurité gaz (7j/7)	☎ : 0 800 47 33 33

3. MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALE DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE CSPS

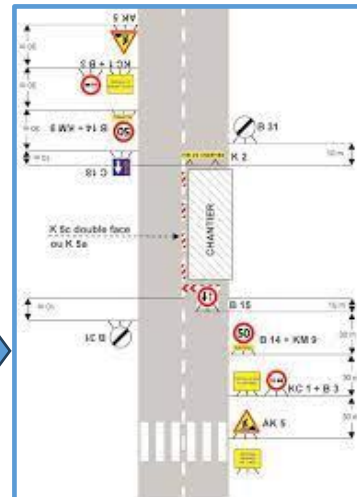
3.1. INSTALLATION COMMUNE ET ORGANISATION DU CHANTIER

3.1.1. Autorisations administratives / préparation de chantier

Chaque entreprise fera ses demandes anticipées d'arrêtés de circulation nécessaire à son installation du chantier (base vie, zone logistique d'approvisionnement ou de desserte). Suivant ses besoins en emprise, l'entreprise privilégiera le maintien de la circulation en demi chaussée pour conserver une circulation.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES COMMUNES (Document Pièce marché au Projet n°20-172 COSI n°456 671) : LE CHANTIER : se référer aux articles 1 à 9 du document.

Exemple de DESC



3.1.2. Base de Vie

Chaque entreprise a en charge durant toute la durée de ses travaux la mise en place de sa base vie – (**roulotte autonome en énergie, en eau et WC**).

La base de vie en fonction des effectifs devra être conforme à la fiche OPPBTP, elle sera mise en place préalablement à toute intervention concernant le démarrage du chantier.



Ces préconisations précisent la nécessité de mettre à disposition du personnel :

- Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m² environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Ils seront chauffés et climatisés.

Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants - Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

- 1 réfectoire éclairé (1,25m² par personne), chauffé, possédant tables en nombre, chaises ou bancs, chauffe-gamelle (suivant si le personnel prend ses repas sur site)
- 1 cabinet d'aisance pour maximum 20 personnes + 1 urinoir pour 20 personnes
- 2 cabinets d'aisance pour 20 femmes. Un cabinet au moins comporte un poste d'eau
- Les cabinets d'aisance réservés aux femmes comportent un récipient pour garnitures périodiques
- 1 lavabo pour maximum 10 personnes avec eau potable chaude et eau froide
- Lors de fortes chaleurs un réfrigérateur sera mis à disposition du personnel, ainsi que de l'eau potable fraîche. (Code du travail)

ENTRETIEN DES INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER

Le nettoyage des installations de chantier sera effectué chaque fois que nécessaire.

Le matériel hygiénique et d'entretien devra toujours être à disposition sur site.

L'accès à la base de vie sera propre, praticable et entretenu en état.

TELEPHONE ET MOYEN D'ALERTE

Le téléphone de chantier sera le portable des entreprises en place.

3.1.3. Voies de circulation

L'entretien des voies de circulation est à la charge de ou des entreprises intervenantes.

Ces circulations doivent être utilisables par des véhicules et des piétons :

- Un balisage approprié sur la voie principale d'accès séparant la circulation des véhicules et la circulation des piétons **avec la mise en place de séparateurs** et plaque de circulation sera mis en place.
- Ces circulations doivent être hors d'eau et hors boue (faire nécessairement un traitement approprié).
- Un nettoyage sera assuré quotidiennement.
- Les traversées et circulations piétonnes seront balisées.
- Un balisage et une protection des fouilles et terrassements doivent être faits et entretenus dans le temps, de façon à prévenir les chutes.

3.2. PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER (PIC)

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux, les plans d'installations de chantier prévus pour chaque phase principale de travaux seront présentés au CSPS.

Lors de cette période de préparation les entreprises transmettront au producteur du Plan d'installation de chantier, leur besoins (Container, Zone de stockage, aire d'assemblage, de grutage, fluides...).

Ces plans seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

Clôture de chantier

Cette clôture devra être mise en place avant le début des travaux.

Les accès au site seront fermés, des panneaux " CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC " et " PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE " seront apposés.

Cette clôture sera lestée et contreventée de manière suffisante, y compris pour résister lors de vents forts, pour toute la durée du chantier.

Un portail d'accès au chantier sur roues fermant à clé sera installé.

Les accès au chantier resteront parfaitement clos pendant les périodes d'absence de personnel sur le chantier et pendant les travaux, de manière qu'aucune personne extérieure au chantier ne puisse s'introduire dans les zones de travaux.

Le type de clôture devra interdire toute projection du chantier vers le domaine public. En cas d'impossibilité, des dispositifs complémentaires devront être mis en place (tunnel, déviation, etc.).

3.3. ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

3.3.1. Généralités

Les entreprises prendront connaissance des études des sols qu'a fait établir le Maître de l'Ouvrage et prendront toutes les mesures nécessaires pour éviter tout risque d'éboulement, renversement, ensevelissement et de pollution de l'environnement.

3.3.2. Ouvrages et Réseaux enterrés et aériens (DICT)

Exemple de DT

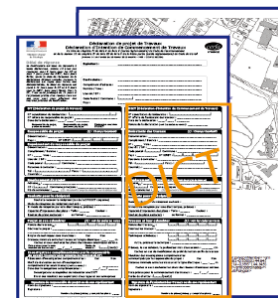
Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les travaux ne pourront pas commencer sans l'obtention préalable des récépissés des DICT. Ces récépissés devront être disponibles en permanence sur le chantier.

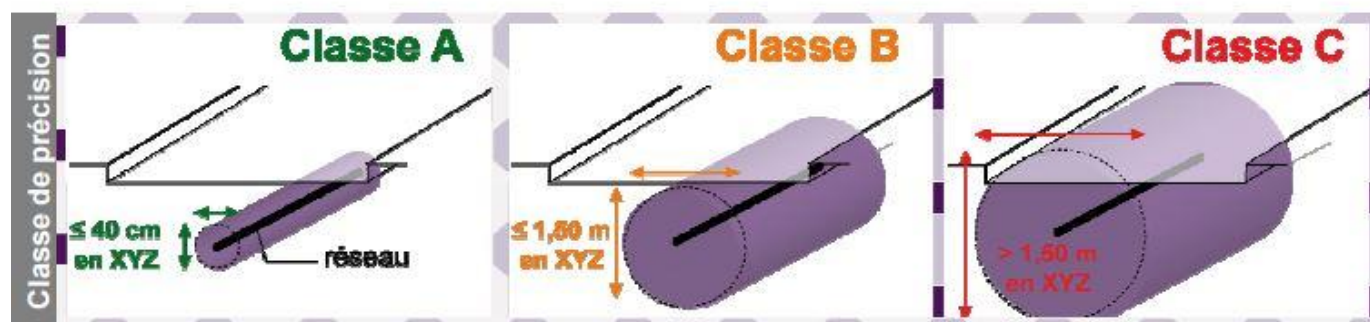
Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Les interventions à proximité de réseaux sensibles devront respecter les précautions spécifiques précisées par l'exploitant ou à défaut, les prescriptions et recommandations techniques fixées par le guide technique prévu par l'article R554-29 du code de l'environnement.

Dès le début du chantier l'entreprise procédera au marquage ou piquetage des réseaux conformément aux dispositions de l'article R554-27 du code de l'environnement et assurera le maintien en bon état ce marquage ou piquetage pendant toute la durée du chantier.



Réseaux sensibles pour la sécurité	Autres réseaux non sensibles pour la sécurité
Gaz, électricité, éclairage public,...	Communications électroniques, eau potable et assainissement



Les réseaux sensibles en classe B ou C doivent faire l'objet d'investigations complémentaires pour être en classe A (à la charge du maître d'ouvrage et/ou du gestionnaire de réseaux). Tout réseau neuf doit être localisé en classe A.

Toutes les personnes intervenant à proximité de réseaux sensibles, pour le compte de l'entreprise comme encadrant, conducteur de travaux ou conducteur des engins dont la liste figure à l'annexe 4 de l'arrêté du 15 Février 2012, doivent disposer d'une autorisation d'intervention à proximité de réseaux en cours de validité (**AIPR**). Cette autorisation est délivrée par l'employeur conformément aux dispositions et selon les conditions précisées dans l'article 21 de l'arrêté du 15 Février 2012 et de son annexe N°5.

3.3.3. Engins explosifs

En cas de découverte d'un engin susceptible d'exploser, le travail doit être immédiatement interrompu, jusqu'à ce que les autorités compétentes aient fait procéder à l'enlèvement de l'engin.

Conduite à tenir :

INTERDIRE à quiconque d'y toucher : c'est là que commence le danger.

MARQUER l'emplacement de l'engin par un repère quelconque. Baliser le terrain.

ALERTER les services de secours (police, pompiers, ...)

3.3.4. Pollution des sols

Non connaissance de pollution sur le terrain au jour de rédaction du présent PGC

En cas de découverte de zones polluées (trace d'hydrocarbure ou autres) sur le chantier, les travaux seront immédiatement arrêtés, le Maître d'œuvre le Concepteur et le Coordonnateur SPS devront être alertés

3.3.5. Protection de l'environnement

Interdiction de rejeter dans les égouts, dans les propriétés voisines ou dans l'air toute substance ou gaz susceptible de polluer l'environnement.

Les eaux de lavage des engins ayant contenu du béton seront collectées dans une fosse à un emplacement défini sur le plan d'installation de chantier.

- Bien veiller à l'étiquetage adéquat des produits dangereux.
- Mise à disposition sur le chantier des Fiches de Sécurité (FDS) des produits dangereux.
- Mise en place de zones de stockage adaptées aux diverses pollutions et faisant l'objet d'une signalétique spécifique.
- Récupération des eaux de lavage dans les bacs de décantations avec recyclage à suivre.
- Imposer des huiles de décoffrage végétales est moins nocives pour l'environnement que les huiles minérales.

3.4. MODALITÉS D'ACCÈS AU CHANTIER

3.4.1. Panneau de chantier

Conformément à la législation en vigueur et dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, toutes les entreprises traitantes et sous-traitantes, devront faire apparaître leur dénomination sociale, et leurs coordonnées complètes sur un panneau visible depuis la voie publique. L'entreprise doit la fourniture et la pose de ce panneau de chantier. Celui-ci comprendra les informations suivantes :

- Identités de toutes les entreprises intervenantes y compris les sous-traitants
- Les coordonnées du Maître de l'Ouvrage, des Maîtres d'œuvre, du bureau de contrôle et du Coordonnateur SPS

3.4.2. Visites d'inspection commune

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS ou PPSPS simplifié et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

L'entreprise titulaire du marché a l'obligation de remettre le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé à son sous-traitant

La demande de visite d'inspection commune est effectuée par l'entreprise désignée par le Maître d'Ouvrage avant toute intervention sur le chantier et avant élaboration du PPSPS, en application de l'article R.4532-13.

L'entreprise demandera au coordonnateur SPS un rendez-vous pour la visite d'inspection commune au plus tard deux semaines avant son intervention sur le site.

Au cours de cette visite d'inspection commune sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter :

- Les consignes à observer et à transmettre,
- Les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération.

3.4.3. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de La Sante (PPSPS)

Les entreprises désignées par le Maître d’Ouvrage doivent rédiger un Plan Particulier de Sécurité pour la Protection de la Santé (PPSPS), avant toute intervention sur le chantier, en application des articles L.4532-8 et L.4532-9.

Le PPSPS détaille les modes opératoires intégrant les mesures de sécurité envisagées :

Le PPSPS doit être sur site avec les employés. Nous rappelons à l’entrepreneur de l’obligation de faire signer son PPSPS par ses employés afin qu’il respecte scrupuleusement les règles inscrites.

Le PPSPS peut être diffusé par mail au CSPS.

Le PPSPS de l’entreprise titulaire DOIT être diffusé à l’ensemble de ses sous-traitants.

Le PPSPS spécifique à chaque chantier doit être gardé 5 ans par l’entreprise.

En cas d’absence de visite d’inspection commune et/ou de non remise du PPSPS avant le démarrage de ses travaux, en accord avec le Maitre d’ouvrage, une pénalité de 200 euros par jours calendaire depuis le début de ses travaux sera appliquée à l’entreprise.

3.4.4. Responsabilité des entrepreneurs

Les entrepreneurs travaillant sur le site sont responsables en ce qui concerne leur personnel, de l’application des consignes de Sécurité exigées par la réglementation en vigueur et complétées par des mesures particulières décidées par le Coordonnateur de Sécurité.

Les entrepreneurs doivent procéder en accord avec le Coordonnateur et, conformément à la législation du travail, aux installations nécessaires à la protection de la santé et à l’hygiène de leur personnel.

Depuis le début des prestations jusqu’à leur achèvement, les entrepreneurs doivent prendre toutes les mesures de sécurité qui s’imposent pour éviter les accidents et les maladies professionnelles, en tenant compte particulièrement de la présence simultanée sur le chantier de divers entrepreneurs.

L’entreprise mettra en œuvre les mesures prévues à l’article L.4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention :

- ***Éviter les risques ;***
- ***Évaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;***
- ***Combattre les risques à la source ;***
- ***Adapter le travail à l’homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production ;***
- ***Tenir compte de l’état d’évolution de la technique ;***
- ***Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;***
- ***Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l’influence des facteurs ambiants ;***
- ***Prendre les mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;***
- ***Donner les instructions appropriées aux travailleurs.***

En tout état de cause, l’entrepreneur garde la pleine responsabilité des accidents pouvant survenir à l’occasion de son activité sur le chantier, à son personnel, ainsi qu’à ceux des tiers.

3.4.5. Entreprises sous-traitantes

Toutes les entreprises sous-traitantes devront obtenir l'agrément du maître de l'Ouvrage avant leurs interventions. Le contrat de sous-traitance sera établi conformément à la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

- L'entrepreneur adjudicataire du lot doit remettre le PGC et son PPSPS à son sous-traitant.
- Le sous-traitant a 30 jours pour établir son PPSPS à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur. Ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second œuvre n'entraînant pas de risque particulier.
- Le sous-traitant effectuera une visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux

Les travailleurs indépendants, prestataires, louageurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis :

- A l'obligation de remettre au coordonnateur SPS un PPSPS
- Au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 mai 1995

Le plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

3.4.6. Registres obligatoires sur le chantier

Les entreprises tiendront à jour sur le chantier les registres et documents réglementaires relatifs à la prévention : (art. L4711-1 à 4711-2) :

- Copie du registre unique du personnel
- Le registre d'observation
- Le registre de sécurité

4. MESURES DE COORDINATION DE LA SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ

4.1. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

4.1.1. Manutentions manuelles

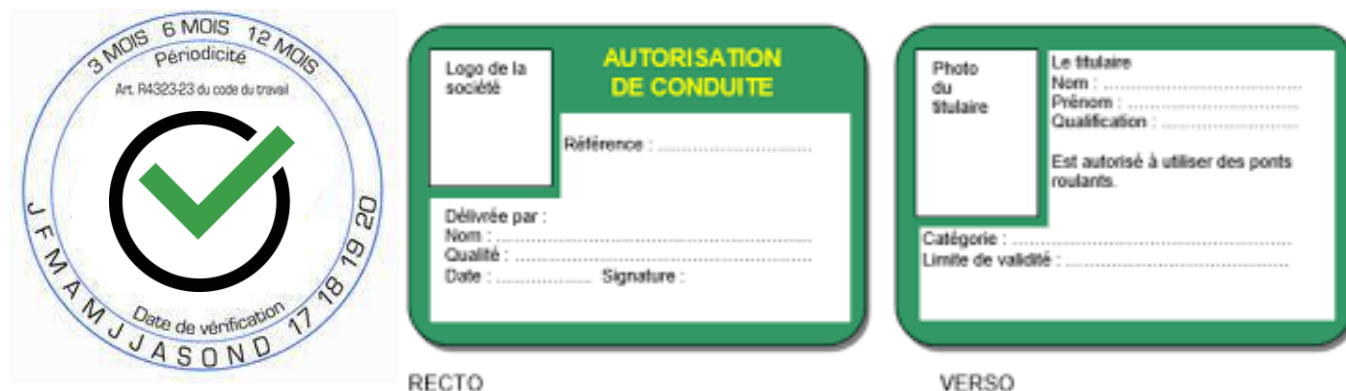
Les manutentions manuelles doivent être limitées à la charge de 35Kgs maximum et figurer dans les PPSPS de chaque entreprise.

Il est rappelé qu'une formation du personnel aux « gestes et postures » doit être faite ainsi qu'une étude méthodologique, pour les manutentions de durée importante. Exemple : transport de plaques de plâtre, de portes, d'éléments métalliques, de menuiseries extérieures, de carrelage, de sacs ou seaux de matière, etc.

4.1.2. Engins de chantier

Toutes les manutentions se faisant avec les engins doit respecter les préconisations de la CARSAT, notamment en termes d'élingage (manilles, crochets de sécurité ; linguets de sécurité, etc.).

Tous les engins devront être à jour de leur Vérification Générale Périodique (avec levée des éventuelles réserves) et le conducteur posséder leur autorisation de conduite de son employeur.



4.1.3. Gestion du trafic

Chaque entreprise désigne un responsable trafic.

Cette personne organise, avec les éléments qui lui sont fournis par les entreprises titulaires et sous-traitantes, les arrivages de matériels et matériaux, afin d'éviter un afflux de véhicules entravant la sécurité du site et des circulations extérieures. Il s'assurera de la bonne circulation des véhicules sur le site et signalera à la Maîtrise d'œuvre les anomalies constatées. Il assure également le contrôle d'accès du chantier et signale au Maître d'œuvre et Coordonnateur SPS tout manquement à l'obligation du port d'autorisation d'accès.

4.2. DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

Chaque entreprise doit l'évacuation à l'avancement de tous ses déchets et décombres.

Le non-respect de cette évacuation par toute entreprise entraînera l'application des pénalités calendaires précisées dans le CCAP et avec une réaction immédiate du Maître d'œuvre ou de l'OPC.

4.3. PROTECTIONS COLLECTIVES

4.3.1. Généralités

Les protections collectives seront étudiées avec le coordonnateur, elles seront efficaces et permanentes. Tout déplacement, modification, devra faire l'objet d'une information notée au registre journal. L'entreprise ayant procédé à ces changements engagera sa responsabilité.

Le non-respect de ces mesures sera considéré comme une situation aggravante en termes de risque et entraînera, soit des pénalités, soit l'intervention d'une entreprise extérieure, qui procédera à la mise en conformité, à charge du contrevenant.

Toute entreprise modifiant les installations collectives mises en place devront prévoir une sécurité de substitution et procéder à la remise en place des protections telles qu'elles étaient initialement.

Les protections collectives déplacées par nécessité pour la réalisation de travaux seront remplacées pendant la période de réalisation des travaux par des moyens ayant une protection au moins équivalente.

Pour les tranchées de grandes profondeurs, des garde-corps devront être adaptés au système de sécurité type blindage et autres.

4.3.2. Protection collective lors de travaux de VRD

Engins de guerre / Cavités souterraines

En cas de découverte d'un engin de guerre, tout travail sera immédiatement arrêté dans un rayon de 100m autour de l'engin.

Celui-ci ne devra être touché sous aucun prétexte, son emplacement sera manqué et sa présence signalisée au Service Départemental et à la Sécurité Civile (déminage) qui en assurera l'enlèvement.

L'engin sera entouré d'une barrière (type Ganivelle) et signalé par un fanion rouge.

Une pancarte portant inscription en lettres rouges : Danger - Interdiction d'approcher sera posée.

L'entrepreneur est responsable de la garde de l'engin jusqu'à l'enlèvement.

Informez immédiatement le Maître d'œuvre, le Coordonnateur et les Services de la Protection Civile.

En cas de découverte d'une cavité, dès l'apparition de signes d'affaissement du terrain, ou autres éléments laissant croire à la présence de cavités, l'entrepreneur fait arrêter le travail dans un rayon de 100m.

Cette zone est interdite et gardée par l'entrepreneur, entourée d'une barrière et signalée par un panneau Danger - Éboulements – Interdiction d'approcher.

Informez immédiatement le Maître d'œuvre et le Coordonnateur.

Travaux de terrassements (déblais – remblais)

Pas de talutage avec une pente supérieure à 1/1,

Laisser en tout point 0.50m minimum entre les semelles et les pieds de talus pour permettre la circulation des personnels,

Toute fouille profonde ou présentant un risque d'éboulement devra être blindée, ou talutée suivant les préconisations INRS / rapport géotechnique.

Protéger les crêtes de talus par la mise en place de barrières.

Toutes les zones où des fouilles sont exécutées seront protégées et signalées.

Lors du raccordement avec les voies existantes, une signalisation sera mise en place conformément au guide du SETRA. Cette signalisation sera adaptée aux risques dus de la circulation (déviation, basculement de chaussée, alternat).

Travaux de tranchée

Toute fouille verticale profonde ou présentant un risque d'éboulement sera blindée.

Aucun poste de travail ne sera autorisé sans un dispositif de retenue de terre efficace.

Aucun regard ne devra rester ouvert. Les tampons seront posés immédiatement sur tous ces ouvrages.

La pose des canalisations et le remblaiement se feront à l'avancement.

Réalisation des merlons

Le projet comporte la réalisation de merlons.

Ces merlons seront constitués à partir des déblais provenant des travaux de terrassement des ouvrages.

Il sera tenu compte, lors de la création de ces merlons, des aménagements à réaliser pour faciliter les interventions extérieures.

Travaux de chaussée

D'une manière générale, pendant les travaux de mise en œuvre de enrobés, la circulation sera interrompue ou organisée de façon à éviter tous risques dus à ces travaux (dénivelée, rabotage, obstacles, mouvements des engins).

Travaux divers d'aménagements sur chaussée

Les travaux de signalisation se feront soit hors circulation soit sous circulation. La signalisation sera donc adaptée au type d'intervention et sera conforme au guide du SETRA.

Les ouvrages réalisés sur l'accotement, destinés à recevoir la signalisation (massifs béton), seront signalés et balisés. La pose des panneaux se fera à l'aide de moyens adaptés au travail : engin de levage, nacelle.

Dans le cas de pose de dispositif de retenue (glissières), l'entreprise devra s'assurer que ces travaux n'engendrent aucun risque : établissement des DICT, repérage des obstacles éventuels, signalisation à mettre en place.

Les travaux d'aménagements paysagers se feront sous circulation. L'entreprise mettre donc en place une fonction de son intervention : balisage et isolement des postes de travail, neutralisations de voie, alternat, recours au guidage pour les manœuvres délicates sur la chaussée, véhicules équipés de gyrophare, protections individuelles.

Il sera recherché, chaque fois que possible, un stationnement en dehors de la chaussée ou de l'accotement.

Circulation et évolution des engins et camions

Les engins ne circulent ni n'évoluent à proximité d'une ligne électrique aérienne sous tension sans que les dispositions soient prises pour respecter les distances minimales suivantes :

Moins de 50 000 Volts = 3 mètres, 50 000 Volts et plus = 5 mètres

Si des gabarits sont mis en place, il est obligatoire de passer dessous.

Les engins de chantier à visibilité réduite du poste de conduite (y compris camions) sont équipés de signal sonore de marche arrière et de feu de recul.

Vérifier avant de manœuvrer que personne ne circule dans l'aire d'évolution de l'engin dans tous les cas, ne tolérer aucune personne dans cette zone d'évolution.

Respecter les instructions du préposé au chargement ou au déchargement. Celui-ci devra se placer DEVANT l'engin à guider et jamais sur le côté (dans le champ visuel du conducteur) pour lui faire exécuter une marche arrière. Si des bons de pesées sont à récupérer, le faire, dans la mesure du possible, dans une boîte à lettre à hauteur de la cabine, évitant au guide de s'approcher des camions.

Le préposé au guidage porte impérativement les équipements spéciaux (casque, vêtement rétro réfléchissant classe III ou II, torche électrique la nuit ou par temps de brouillard).

Circulation du personnel

L'utilisation des véhicules personnels est interdite sur le chantier sauf pour l'arrivée et le départ sur l'aire de stationnement aménagée. Le transport des personnels jusqu'à leurs postes de travail se fait :

- à pied en empruntant les voies balisées,
- en véhicules d'entreprise aménagée.

DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES (Document Pièce marché au Projet n°20-172 COSI n°456 671)

LE CHANTIER : se référer aux articles 1 au 9 du document.

4.4. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTION SUR LE SITE

4.4.1. Mesures spécifiques

Chaque entreprise devra notamment :

- La protection de toutes tranchées ouvertes,
 - L'installation de périmètres de protection nécessaire à la sécurisation de ses travaux en tranchées,
 - La réalisation de talus avec des pentes conformes,
 - L'ensemble de la pré signalisation par panneaux routiers lors des travaux sur le domaine public.
-
- Avoir son conducteur de chantier, chef de chantier et conducteur d'engin habilité AIPR et appliqué les préconisations qui s'y rapportent.
-
- Les D.I.C.T. et demandes de neutralisation des réseaux avant tout démarrage de terrassement,
 - L'utilisation de matériel roulant conforme et particulièrement des engins équipés de feux et klaxon de recul avec des rétroviseurs en parfait état,
-
- Le blindage et la protection collective de toute tranchée profonde ou présentant un risque d'éboulement.
-
- L'installation de passages sécurisés lors d'ouverture de tranchée avec circulation piétonne,
-
- Une implantation au sol spécifique pour toute profondeur > 1,5 mètre dans le cas des réseaux souterrains ERDF, RTE ou GRDF.

Le Lot Terrassements / voiries devra la mise en place de gabarit sous les lignes HTA sous lesquels il doit circuler – distance à préciser en fonction du retour des DICT.

Pour rappel :

- > 3 mètres pour les lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000V,
- > 5 mètres pour les lignes électriques aériennes de tension supérieure à 50 000V,

Ces gabarits ou piquetage seront vu avec le Maître d'ouvrage, le Maître d'œuvre et le CSPS afin qu'il reste durant toute la durée du chantier à la charge du lot VRD



4.4.2. Zone de stockage

Des zones de stockages extérieures seront affectées aux entreprises, en fonction des surfaces disponibles. Ces emplacements seront définis en réunion de préparation de chantier.

L'entreprise titulaire d'une zone de stockage est totalement responsable de sa zone.

Elle doit en assurer : le nettoyage, le balisage, la sécurité, afin d'éviter un basculement ou un effondrement, la protection contre les intempéries, l'envol inopiné des protections...

4.4.3. Coactivité des tâches

Toutes les dispositions doivent être prises, pour éviter la programmation de travaux en coactivité dangereuse.

En situation de coactivité, les mesures de protections doivent être prises par l'entreprise qui crée les risques et ceci en accord avec les entreprises environnantes (PPSPS).

S'il est constaté que les mesures prévues aux PPSPS ne sont pas respectées ou insuffisantes, une consigne d'arrêt immédiat sera signifiée à l'entreprise.

4.4.4. Risque amiante

Les déposes des éléments amiantés se feront sans coactivités. Ces travaux ne pourront commencer qu'un mois après la dépose du plan de retrait ou du mode opératoire auprès de la CARSAT et des services de l'inspection du travail.

Les déposes des éléments amiantés devront s'effectuer avec les précautions afférentes aux manutentions des matériaux à base d'amiante (balisage, installation de chantier, UMD, affichage réglementaire). Les déchets seront stockés sur palettes, filmées et identifiées par un sigle amiante ou dans des big bags amiante. Leur enlèvement sera suivi par BSDA. Un récépissé de mise en décharge agréée sera transmis au Maître d'Ouvrage et au CSPS.

L'entreprise devra suivre scrupuleusement les directives de la réglementation concernant le « retrait d'éléments amiantés » et notamment le port des protections individuelles spéciales pour l'ensemble du personnel. Cette entreprise confinera le site conformément aux exigences de la réglementation. Les déchets amiantés seront stockés dans des containers spéciaux, fermés, signalés. Ils seront évacués, sans stockage prolongé, vers une décharge agréée de classe 1.

Une explication précise de la méthodologie envisagée par l'entreprise sera communiquée au coordonnateur SPS.

Réglementation à suivre :

- Décret n° 96-97 du 07/02/96
- Décret n° 96-98 du 07/02/96
- Arrêté du 14 mai 1996
- Arrêté du 28 mai 1966
- Liste non exhaustive

4.5. INSTALLATIONS ELECTRIQUES PROVISOIRES

4.5.1. Généralités

L'installation électrique devra être contrôlée périodiquement par un organisme de contrôle agréé. Les PV correspondants seront disponibles dans le registre de sécurité conservé sur le chantier.



4.5.2. Registre de vérification et maintenance

Le registre de vérification et de maintenance de l'installation électrique est tenu à jour et reste à la disposition des organismes de prévention sur le site.

5. LES SUJÉTIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTÉRIEUR OU A PROXIMITÉ DESQUELLES EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

5.1. GENERALITES

Chaque entreprise a en charge le balisage de ses zones d'intervention afin de les rendre closes et indépendantes vis-à-vis de l'existant, avec obligation de balisage, de réduction des nuisances et du maintien propre pendant et après son intervention.

Des interférences en périphérie de la zone des travaux existent par la situation du chantier dans une zone avec du personnel militaire et engins militaires.

5.2. INTERFÉRENCES A PROXIMITÉ DU SITE

La présence de l'exploitant, manœuvres militaires ainsi qu'une circulation de véhicules sera à prendre en compte dès le démarrage des travaux par l'entreprise.

Le maintien d'un passage piéton sécurisé sur toute la longueur de notre intervention est OBLIGATOIRE.

L'accès de l'exploitant à ses installations sera également maintenu en fonction de besoins. L'entreprise créatrice de cet obstacle a en charge de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour maintenir cette bonne accessibilité à chacun avec des plaques de protection et du balisage rigide.

5.3. RÈGLES PARTICULIÈRES DE SÉCURITÉ POUR CES TRAVAUX

Sécurité en dehors des heures travaillées

Chaque soir et chaque fin de semaine, un responsable de l'Entreprise travaillant sur site, devra s'assurer que toutes les protections sont parfaitement en place (fermeture de la clôture de chantier / signalisations / protections collectives en place, etc.)

6. MESURES PRISES POUR ASSURER LA SALUBRITÉ ET LE BON ORDRE DU CHANTIER

6.1. MESURES GÉNÉRALES

Les entreprises tiendront le chantier et les zones mises à leur disposition dans un parfait état d'ordre et de propreté de façon à garantir la sécurité et la qualité requise pour ces travaux. Le nettoyage sera quotidien avec gestion et transport des déchets dans une décharge agréée.

L'Entreprise devra, dans le cas où ces consignes ne seraient pas tenues, faire nettoyer les lieux aux frais du défaillant.

6.2. CANTONNEMENT

L'Entreprise devra prévoir dans son marché la fourniture des consommables (savon, essuie-mains, papier toilette, poubelles etc.)

Les locaux du cantonnement et les sanitaires seront nettoyés (au minimum chaque semaine) par du personnel désigné par cette entreprise.

6.3. CONTROLE D'ACCES

L'entreprise consignera, au quotidien, sur un registre conservé dans le bureau de chantier, son effectif sur le site et la liste nominative du personnel présent au jour le jour.

Le Coordonnateur SPS et les organismes de prévention devront avoir accès en permanence à ce registre.

L'ensemble du personnel de chantier portera un signe distinctif sur un vêtement ou sur son casque afin de l'identifier.

7. PROCÉDURES D'ORGANISATION DES SECOURS

7.1. CONSIGNES DES PREMIERS SECOURS

A afficher dans le bureau de chantier.

En cas d'accident, prévenir d'urgence :

- La gendarmerie locale,
- L'hôpital ou les Sapeurs-Pompiers,
- Le chef d'entreprise ou le responsable sécurité de l'entreprise de la victime,
- Le Coordonnateur SPS.

IMPORTANT → le responsable de l'entreprise devra prévenir de l'accident : l'inspection du travail, la CARSAT, l'OPPBTP, le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur SPS le plus rapidement possible (maximum : 12 h).

7.2. MOYENS DE PREMIERS SECOURS

Sur le chantier, il doit y avoir en permanence :

- Au moins 1 (UN) titulaire du brevet de secourisme du travail pour 20 salariés toutes entreprises confondues,
- Une trousse de premiers secours facilement accessible et entretenue (dans le bureau de chantier et une trousse par entreprise),
- Un local abrité pour porter les premiers soins au blessé.

7.3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRISE

- Afficher la liste des secouristes du travail dans le bureau de chantier,
- Pouvoir identifier rapidement les secouristes (ex. : signe distinctif sur le casque),
- Prévoir en permanence un secouriste minimum sur le site pour 20 (VINGT) personnes.

7.4. CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN BLESSE

Protéger la victime à 2 niveaux :

Physiologique : En soustrayant la victime à une exposition prolongée à l'origine de l'accident ou pouvant aggraver son état. Toute manutention ne doit être qu'impérative et réalisée selon les conditions très spécifiques.

Psychologique : En mettant la victime à l'abri des « curieux » et des éléments pouvant la stresser.

7.5. LISTE DES SECOURISTES PAR ENTREPRISES

Chaque entreprise devra fournir au Coordonnateur SPS la liste nominative des secouristes du travail présents sur le site. Cette liste sera affichée sur le chantier (bureau de chantier).

Il devra y avoir en permanence un minimum de 1 (UN) secouriste sur ce chantier pour 20 (VINGT) personnes.

7.6. MESURES PREVUES POUR L'EVACUATION RAPIDE D'UN BLESSE

Après avoir prévenu le CHU ou les pompiers et leur avoir expliqué clairement la situation de l'accidenté, le chef de chantier ou le secouriste devra :

- Envoyer quelqu'un au-devant des secours pour les diriger,
- Ne pas couper la communication avec les secours, attendre que le correspondant raccroche,
- Laisser quelqu'un auprès du téléphone avant l'arrivée effective des secours (sauf si téléphone portable).

7.7. AFFICHAGE OBLIGATOIRE REGLEMENTAIRE

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sur l'ensemble du chantier seront affichées dans le bureau de chantier et les vestiaires du personnel. Ces consignes seront lisibles par tout le personnel travaillant sur ce chantier.

Rappel :

- 1° Liste des numéros d'appels d'urgence
- 2° Consignes de premiers secours
- 3° Les gestes de premiers secours
- 4° Liste des secouristes présents sur le chantier
- 5° Liste du personnel présent sur le site


 OPP BTP
 Les professionnels du BTP

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez au :

18

Pompiers

112

Centre d'appels secours

15

Samu

et dites...

1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement)

N° Rue

en face de

Téléphone

2 Précisez la nature de l'accident...

(Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...)

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL : une liste **à jour** mentionnant **leurs noms doit être affichée sur le chantier**. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



A1 A.01 D6

8. MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES

8.1. MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE VALIDATION DES PLANS PARTICULIERS POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE (PPSPS)

Les PPSPS, établis suivant le Guide pratique OPPBTP, comporteront notamment l'analyse rigoureuse des processus de travail :

- a) analyse détaillée des procédés et modes opératoires impliquant la sécurité et la santé des travailleurs,
- b) définition des risques prévisibles en découlant,
- c) définition des mesures de protections collectives retenues,
A défaut, de façon exceptionnelle, définition des mesures de protections individuelles retenues.
- d) définition des modalités du contrôle de l'application des mesures de prévention,
- e) définition des modalités du contrôle de l'entretien des moyens matériels prévus.
- f) mesures prises pour permettre les adaptations particulières (éventuellement nécessaires) des protections collectives.

L'analyse distinguera les risques induits :

Par l'activité des autres entreprises,

Par les caractéristiques du chantier ou de son environnement (circulation, exploitation dangereuse,...)

Par les processus de travail de l'entreprise elle-même vis-à-vis des autres intervenants.

Par les processus de travail de l'entreprise vis-à-vis de ses propres salariés.

L'entrepreneur utilisera le cadre ci-joint pour l'analyse des tâches, suivant la méthode des 5M, et établira une fiche pour toutes les tâches nécessitant une description précise de la méthode de mise en œuvre.

Le PPSPS mentionnera également les modalités d'accueil sur le chantier du personnel (y compris le personnel intérimaire et les travailleurs indépendants).

L'entrepreneur titulaire, chargé du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers adressent avant toute intervention leur PPSPS à l'Inspecteur du Travail, à la CARSAT et à L'OPPBTP accompagné, s'ils sont déjà donnés, des avis du médecin du travail et du CHSCT (ou Délégués du personnel).

Ils adressent également les exemplaires nécessaires au coordonnateur SPS pour diffusion aux autres entreprises sur ses demandes au fur et à mesure des désignations.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu en permanence sur le chantier.

Les PPSPS peuvent être consultés par les membres du CHSCT (ou Délégués du personnel), le médecin du travail, les inspecteurs du travail, de la CARSAT et de l'OPPBTP.

En outre, l'entrepreneur tient le PPSPS constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail et le conserve pendant 5 ans à compter de la réception de l'ouvrage.

RAPPEL IMPORTANT :

La réalisation de l'inspection commune et la remise de son PPSPS constituent les préalables incontournables de tout début d'intervention de chaque entreprise sur le chantier.

Il importe, par conséquent, de les programmer au mieux en fonction de l'avancement global des travaux. Pour ce faire, chaque entreprise informera le Maître d'œuvre et le coordonnateur SPS, le plus tôt possible, de la date de son début d'intervention et en tous cas au moins 15 jours à l'avance.

8.2. GESTION DES SOUS-TRAITANTS

L'attention des entreprises titulaires du marché est attirée sur le fait qu'elles devront prendre en compte les modalités décrites au 7.1 ci-avant et le délai de 30 jour prévu, afin de déposer en temps opportun auprès du Maître d'Ouvrage les dossiers de demande d'agrément pour permettre la réalisation de l'inspection préalable et la remise du PPSPS de leurs sous-traitants avant la date d'intervention prévue.

En tout état de cause, seuls les sous-traitants, préalablement autorisés par le maître d'œuvre et ayant diffusé un PPSPS (ou identifiés et intégrés dans le PPSPS de leur donneur d'ordre), peuvent intervenir sur le chantier

L'entreprise titulaire du marché devra communiquer à son sous-traitant le PGCS ainsi que les mesures d'organisation générale qu'elle aura retenues (PPSPS, etc.)

Les modalités d'accueil des travailleurs indépendants sont identiques à celles prévues pour le propre personnel de l'entreprise.

8.3. ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES (DIUO)

Les entreprises communiqueront en fin d'opération, en plus du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et dans les conditions et formes demandées, tous documents " de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures (Accès - Notices des installations Techniques - etc.).